

113). Les efforts diplomatiques déployés par Pearson à New York, où il arriva le 1<sup>er</sup> novembre en vue de participer à la session spéciale de l'Assemblée générale des Nations Unies sur la crise, sont souvent moins bien documentés. Les rapports étaient parfois destinés à être publiés dans la presse (document 119) ou étaient transmis plusieurs jours après les événements décrits (document 130). À une occasion, un compte rendu de plusieurs importantes discussions tenues du 2 au 6 novembre entre Pearson et Dag Hammarskjöld, secrétaire général des Nations Unies, n'a été préparé qu'au début décembre (document 192).

En dépit de ces singularités de la documentation, le lecteur attentif pourra suivre les efforts de Pearson aux Nations Unies, qui furent le théâtre d'un débat dramatique, dans l'après-midi du 1<sup>er</sup> novembre, sur une motion américaine réclamant un cessez-le-feu et un retrait immédiat. Avant de quitter Ottawa ce matin-là, Pearson avait demandé à Norman Robertson, haut-commissaire du Canada à Londres et diplomate chevronné, de s'enquérir des réactions de la Grande-Bretagne à son plan qui demandait à l'Assemblée générale de mettre sur pied une « force militaire d'interposition appropriée entre les Égyptiens et les Israéliens ». À son arrivée à New York, Pearson apprit que la Grande-Bretagne était prête à remettre le canal de Suez « à une force de l'ONU suffisamment importante pour empêcher la reprise des hostilités entre l'Égypte et Israël ». (documents 119 et 118) Cette mince concession était suffisante, et lors du débat sur la motion américaine, Pearson s'assit tranquillement jusqu'au petit matin. Prenant la parole à trois heures pour expliquer l'abstention du Canada, il fit remarquer que la résolution appelant à un retour au *statu quo* n'était pas suffisante; ce qu'il fallait, dit-il, était une « force des Nations Unies suffisamment importante pour maintenir le calme aux frontières en attendant l'élaboration d'un règlement politique ». (documents 119 et 120)

Après avoir déjeuné avec Hammarskjöld, qui avait des doutes quant à la possibilité de mettre en application l'idée de Pearson, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures retourna à Ottawa pour prendre part, le samedi matin, à une réunion du Cabinet au cours de laquelle les ministres appuyèrent sa proposition d'une force internationale de maintien de la paix. À ce moment-là, il était évident que l'Union soviétique avait décidé de réoccuper la Hongrie pendant que le monde avait les yeux tournés ailleurs. Le comportement des Britanniques et des Français était « d'autant plus déplorable qu'il empêchait le monde libre d'adopter une position unifiée, qui aurait probablement recueilli un soutien plus important de la part des Arabes et des Asiatiques, face à cette agression manifeste ». (document 126)

À la suite de la réunion du Cabinet, Léger demanda à l'ambassadeur du Canada aux États-Unis, Arnold Heeney, de sonder le Département d'État. Ottawa et Washington s'entendirent bientôt sur un projet de résolution des Nations Unies prévoyant la nomination d'un comité de cinq membres chargé de « planifier l'envoi au Moyen-Orient d'une force internationale d'urgence des Nations Unies, qui serait recrutée au sein des forces armées nationales disponibles ». (document 127)

Pearson retourna à New York tard dans l'après-midi du 3 novembre, muni du projet de résolution. Il apprit alors que la réaction des Britanniques au projet avait été encourageante. En effet, le secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Selwyn Lloyd, avait même donné l'impression à Robertson qu'ils « accueillaient favorablement la résolution et [...] pourraient même voter en sa faveur ». (document 128) Pearson poursuivit ses démarches, espérant que la résolution pouvait empêcher un débarquement des